

République  
Centrafricaine (RCA)

# Evaluation multi- sectorielle des besoins (MSNA)

Résumé exécutif

Février 2021



**FHRCA**  
Fonds Humanitaire RCA



Funded by  
European Union  
Civil Protection  
and Humanitarian Aid



**USAID**  
FROM THE AMERICAN PEOPLE

**REACH** Informing  
more effective  
humanitarian action

Evaluation conduite au sein du cadre institutionnel de :



Groupe de travail sur l'évaluation  
et la gestion de l'information  
(IMAWG)

Groupe de coordination  
inter-cluster (ICCG)

Financée par :



Avec le soutien de :

Evaluation soutenue lors  
des formations par :



Evaluation soutenue lors de la  
collecte de données par :



Photo de couverture : 'A new site with emergency shelters for people displaced by the latest wave of violence that began in mid-December 2020 ahead of the general elections is being set up in Batangafo'. ©OCHA/Adrienne Surprenant, Batangafo, Ouham Prefecture, CAR, 2021.

#### À propos de REACH :

REACH facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de redressement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination inter-agences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAR). Pour plus d'informations, veuillez consulter notre site internet : [www.reach-initiative.org](http://www.reach-initiative.org). Vous pouvez nous contacter directement à : [geneva@reach-initiative.org](mailto:geneva@reach-initiative.org) et nous suivre sur Twitter : @REACH\_info.

## RESUME

Au cours des dernières années, la République Centrafricaine (RCA) a fait face à une crise profonde causée à la fois par des problèmes structurels et par la persistance de chocs violents. **En 2021, environ 2,8 millions de personnes auront besoin d'une assistance humanitaire, dont 1,9 faisant face à des besoins sévères affectant leur bien-être mental et physique**<sup>1</sup>. Malgré la signature de l'accord politique pour la paix et la réconciliation (APPR) en février 2019, **la situation sécuritaire a connu une détérioration** et des conflits armés dans différentes zones du pays ont mené des milliers de personnes à se déplacer tout au long de l'année 2020. Le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays a atteint 630 834 en novembre 2020, alors que 630 531 personnes réfugiées avaient fui dans les pays voisins<sup>2</sup>. Les résultats de l'évaluation multisectorielle des besoins (MSNA) ont montré que, parmi les ménages de personnes déplacées internes (PDI), environ 80% s'étaient enfuis suite aux conflits armés à la recherche d'un lieu plus sûr ou pour rejoindre le reste de leurs familles ailleurs, entraînant des déplacements qui souvent duraient plus d'un an<sup>3</sup>.

A la persistance de l'insécurité en RCA, s'ajoute **l'état de dégradation des infrastructures routières et de traversée** qui rend difficile l'accès aux personnes les plus vulnérables<sup>4</sup>. De plus, une grande partie de la population n'a pas accès aux services de base, comme de l'eau de qualité, des services de santé et d'éducation primaires, en particulier dans les zones rurales, et a continué à vivre dans une situation de précarité et d'instabilité. Des chocs liés à la santé ont également caractérisé l'année 2020. Au début de l'année, le Ministère de la santé avait déclaré **l'épidémie de rougeole sur tout le territoire national**, avec environ 3 500 cas signalés et une incidence de 86% sur les enfants de moins de 10 ans<sup>5</sup>. A partir de mars, en outre, l'apparition de **la pandémie mondiale de la COVID-19** a ajouté des difficultés supplémentaires pour les personnes vivant dans le besoin, suite à une augmentation générale des prix des articles de base, à la fermeture des écoles et à certaines contraintes d'accès pour les acteurs humanitaires. Dans un tel contexte de précarité, la population s'est souvent retrouvée à faire recours aux aides et aux dons ou à des stratégies négatives d'adaptation pour subvenir à ses besoins<sup>6</sup>.

Dans ce contexte, et afin de mieux comprendre les conditions de vie des ménages dans les différentes zones du pays et au sein de différents groupes de population, et dans le but d'informer le cycle de programmation humanitaire pour 2021, le groupe de coordination inter-cluster (ICCG) du bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) et le groupe de travail sur l'évaluation et la gestion de l'information (IMAWG), avec le soutien de REACH, ont conduit une évaluation multisectorielle des besoins (MSNA) pour la deuxième fois en RCA.

**Du 16 juin au 3 septembre 2020, plus de 12 000 enquêtes ménages ont été réalisées dans 67 sous-préfectures** définies comme accessibles<sup>7</sup> auprès des quatre groupes de population ciblés : personnes non déplacées, personnes retournées ou rapatriées, PDI en site ou lieu de regroupement et PDI en famille d'accueil (FA). L'échantillon a été établi par une méthodologie en grappes stratifiées par aire géographique et groupe de population en 2 étapes, de manière à obtenir des résultats représentatifs pour les groupes de population ciblés au niveau préfectoral et indifféremment des groupes de population au niveau sous-préfectoral, avec un niveau de confiance de 92% et une marge d'erreur de 10%. Après une phase de nettoyage de données, 11 723 enquêtes ont été retenues pour l'analyse finale. Ces données ont ensuite été agrégées à différents niveaux afin de fournir une analyse descriptive des besoins sectoriels et multisectoriels des habitants de la RCA et, en même temps, d'en comprendre plus précisément les facteurs sous-jacents. **Dans les zones difficiles d'accès, à savoir les cinq sous-préfectures de Bambouti, Djéma, Kouï, Ouadda et Yalinga, la méthodologie « Zone de connaissance / Area of knowledge (AoK) » a été appliquée.** Des enquêtes auprès d'informateurs clés (IC), choisis en fonction

<sup>1</sup> Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), RCA : Aperçu des Besoins Humanitaires (HNO 2021), octobre 2020.

<sup>2</sup> Reliefweb, Central African Republic Humanitarian Situation, 30 novembre 2020.

<sup>3</sup> Tables d'analyses MSNA 2020.

<sup>4</sup> OCHA, Bulletin humanitaire République Centrafricaine, mars 2020.

<sup>5</sup> OCHA, Bulletin humanitaire République Centrafricaine, janvier 2020.

<sup>6</sup> Tables d'analyses MSNA 2020.

<sup>7</sup> Veuillez consulter le chapitre sur la méthodologie et les annexes au rapport pour plus de détails sur les critères d'inclusion des localités dans la base d'échantillonnage.

de leurs connaissances sur les localités difficiles d'accès, ont été réalisées à partir de différentes localités accessibles. Les résultats détaillés des analyses des données AoK ont été publiés séparément dans des fiches d'information<sup>8</sup>. Ce rapport présente les principaux résultats concernant **l'ampleur et la sévérité des besoins multisectoriels des ménages par groupe de population et par zone géographique ainsi que les déterminants principaux** de ces besoins. L'indice des besoins multisectoriels (MSNI), qui synthétise la condition globale des besoins des ménages, les principaux déterminants basés sur les besoins sectoriels, le manque de capacité (CG, indiquant l'utilisation de stratégies négatives d'adaptation), et la présence de vulnérabilités préexistantes ont été analysés et sont présentés ici. Le MSNI a été obtenu en fonction des indicateurs de manque en termes de niveau de vie par secteur (LSG)<sup>9</sup>, alors que les LSG, le CG et l'indicateur de vulnérabilité ont été construits comme indicateurs composites à partir de variables collectées<sup>10</sup>. La sélection de ces dernières a été définie en étroite collaboration avec les acteurs concernés (clusters et agences techniques). Chaque ménage s'est vu attribué un score de sévérité multisectoriel sur une échelle de 1 (pas de besoin/minimal) à 4+ (besoin très extrême) ainsi qu'un score suivant la même échelle pour chaque indicateur susmentionné. Les ménages avec un score de 3 ou plus ont été considérés dans le besoin<sup>11</sup>. Les secteurs couverts par cette évaluation sont les suivants : abri et biens non alimentaires (Abri/BNA), eau, hygiène et assainissement (EHA), éducation, nutrition, protection, santé, sécurité alimentaire (Séc. al.).

**Il est important de noter que les données ont été collectées avant les événements liés aux élections présidentielles et législatives de fin décembre 2020, qui sont suspectés d'avoir aggravé les conditions de vie déjà critiques de la population centrafricaine<sup>12</sup>.** Il faut donc tenir compte de cet aspect pendant la lecture de ce document.

### Résultats clés multisectoriels

Au moment de la collecte de données, au niveau national, **92% des ménages avaient des besoins multisectoriels<sup>13</sup> et 50% présentaient des besoins multisectoriels extrêmes ou très extrêmes<sup>14,15</sup>.** L'ampleur des besoins multisectoriels était élevée dans toutes les sous-préfectures enquêtées, avec un minimum de 79% des ménages ayant des besoins multisectoriels dans les sous-préfectures de Bossangoa et Bangassou<sup>\*16</sup>, et des pics de 100% dans 10 sous-préfectures : Batangafo, Bria, Gadzi, Kembé, Nangha-Boguila, Ngaoundaye, Rafaï, Satéma, Zangba et Zémio. De plus, la distribution des besoins multisectoriels extrêmes a peint un portrait assez préoccupant : **dans 39 sous-préfectures, au moins la moitié des ménages avait des besoins multisectoriels extrêmes, atteignant 97% dans la sous-préfecture de Satéma** (voir Carte 1 à la page suivante).

Le [rapport MSNA 2019](#) soulignait **une plus grande proportion de ménages vivant dans les zones rurales comme ayant des besoins multisectoriels et sectoriels sévères** et cette tendance s'est observée également en 2020. En effet, 61% de ces ménages ont présenté des besoins multisectoriels extrêmes contre 47% des ménages vivant dans des zones considérées comme urbaines, différence qui était statistiquement significative<sup>17</sup>. Cet écart a été déterminé par **une présence de besoins sectoriels en EHA, abri/BNA, santé et éducation plus forte que dans les zones urbaines**. Plusieurs facteurs pourraient expliquer ce résultat, comme le manque historique et structurel d'infrastructures, qui pose des contraintes d'accès à l'eau, aux centres de santé et aux écoles ainsi que le fort lien entre la consommation d'eau provenant de sources non améliorées ou d'eau de surface

<sup>8</sup> REACH, Fiches d'information zone de connaissance (AoK), juillet/août 2020 : [Bambouti](#), [Djéma](#), [Koui](#), [Ouadda](#), [Yalinga](#).

<sup>9</sup> Les LSG ont permis d'identifier les besoins sectoriels des ménages. Les expressions « besoins sectoriels » et « LSG » sont utilisées comme synonymes tout au long de ce document. Des analyses détaillées sur les besoins sectoriels peuvent être consultées dans les [fiches d'information MSNA, décembre 2020](#).

<sup>10</sup> Veuillez consulter les annexes au rapport pour plus de détails sur les critères utilisés pour définir les LSG sectoriels, le CG et pour caractériser un ménage comme ayant une vulnérabilité préexistante.

<sup>11</sup> Veuillez consulter le chapitre sur la méthodologie et les annexes au rapport pour plus de détails.

<sup>12</sup> [ONU Info, RCA : 120 000 personnes ont fui les violences \(HCR\), un expert de l'ONU appelle à sanctionner les responsables, janvier 2021](#).

<sup>13</sup> Besoins multisectoriels : se réfère à la proportion de ménages avec un score de sévérité de l'indice des besoins multisectoriels (MSNI) d'au moins 3, en fonction de la sévérité des manques en termes de niveau de vie (LSG) identifiés pour chaque ménage.

<sup>14</sup> Besoins multisectoriels extrêmes ou très extrêmes : se réfère à la proportion de ménages avec un score de sévérité de l'indice des besoins multisectoriels (MSNI) de 4 ou 4+.

<sup>15</sup> L'estimation du nombre des ménages qui ont des besoins multisectoriels va au-delà de la portée de la MSNA, à cause du manque de chiffres fiables sur le nombre total de personnes en République Centrafricaine.

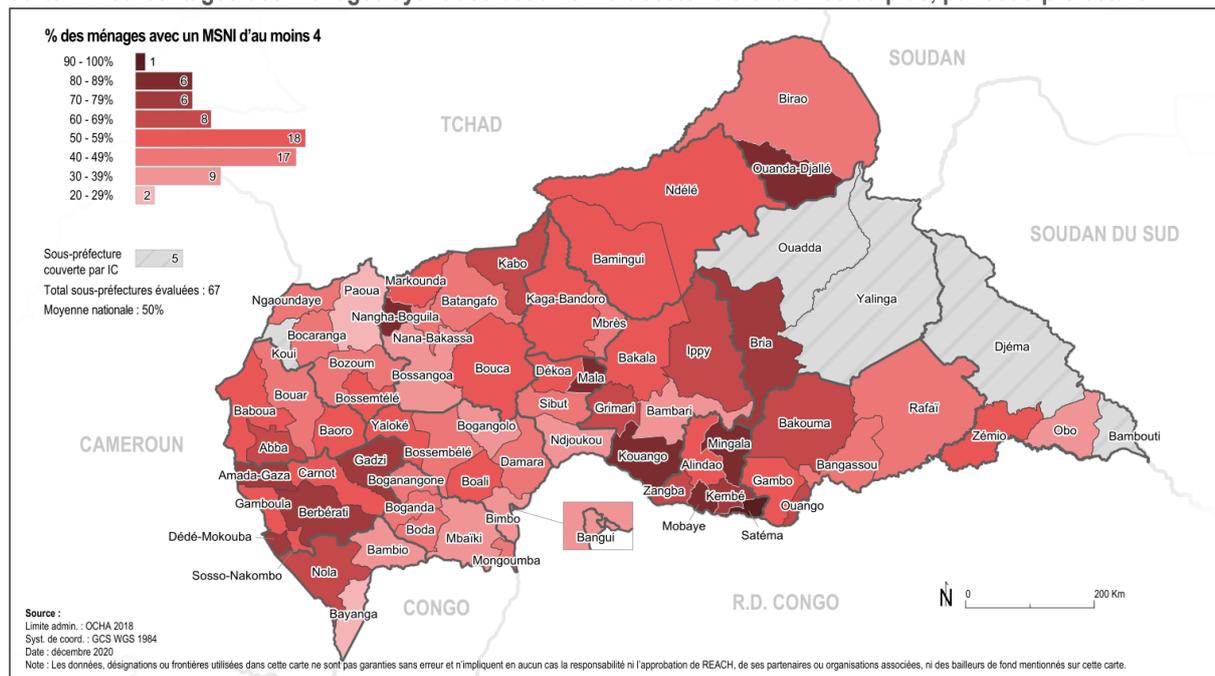
<sup>16</sup> L'utilisation de « \* » tout au long de ce document indique que l'estimation n'a pas atteint le niveau de signification statistique ciblé de +/- 10% de marge d'erreur avec un niveau de confiance de 92%.

<sup>17</sup> Ici et dans le reste de ce document, quand on utilise les expressions « différence significative » ou « significativement différent », on se réfère au concept statistique pour lequel deux estimations sont significativement différentes si leurs intervalles de confiances respectifs n'ont pas d'intersection.

et l'apparition de problèmes de santé. Selon une étude de l'organisation mondiale de la santé (OMS) datant de 2015<sup>18</sup>, la tranche de population utilisant de l'eau améliorée était déjà beaucoup plus élevée dans les zones urbaines (90%) que dans celles rurales (54%). De plus, l'évaluation nationale de la sécurité alimentaire 2019 (ENSA)<sup>19</sup> avait montré que les habitants des zones rurales étaient plus touchés par l'insécurité alimentaire que ceux des zones urbaines.

Concernant l'ampleur des besoins multisectoriels par statut de déplacement, **tous les groupes de population ont été fortement touchés par la crise humanitaire**, avec 100% des ménages PDI en site ayant des besoins multisectoriels, suivis par 96% des ménages retournés, 95% des ménages PDI en FA et 89% des ménages non-déplacés. Néanmoins, les besoins de certains groupes étaient plus marqués dans différentes zones du pays.

Carte 1. Pourcentages des ménages ayant des besoins multisectoriels extrêmes ou plus, par sous-préfecture



Globalement, **les besoins multisectoriels des ménages semblent avoir été déterminés le plus fréquemment par des besoins sectoriels en protection (64%), en EHA (58%) et en sécurité alimentaire (57%)<sup>20</sup>**, qui pouvaient être présents individuellement ou combinés au sein du même ménage. En effet, 70% des ménages ont présenté au moins 2 types de besoins sectoriels concomitants. La tendance la plus commune au niveau national a été d'avoir des besoins en protection seuls ou combinés avec des besoins en EHA et/ou en sécurité alimentaire (17%). Parmi les profils les plus communs par groupe de population, il y avait une prévalence de besoins en protection et/ou en EHA pour les ménages non déplacés et retournés, auxquels s'ajoutaient des besoins en abri/BNA et sécurité alimentaire pour les ménages PDI en FA et PDI en site. En effet, en 2020, 36% des ménages PDI vivaient dans des abris d'urgence, indiquant des besoins dans ce secteur<sup>21</sup>. De plus, la volatilité de la situation sécuritaire et les déplacements récurrents des populations, ainsi que des difficultés d'accès aux intrants et aux outils agricoles, des pluies diluviennes et les maladies des cultures ont favorisé l'insécurité alimentaire, surtout au sein des populations retournées/rapatriées et des PDI<sup>22</sup>.

Outre les manques en termes de niveau de vie par secteur, les ménages ont pu faire face à des obstacles liés à des caractéristiques les rendant particulièrement vulnérables, comme par exemple le genre et l'âge du chef de ménage, la présence de personnes vulnérables dans le ménage (incluant les personnes en situation de handicap, mineures non accompagnées ou en détresse psychologique) et le fait d'héberger d'autres ménages. **Au niveau**

<sup>18</sup> OMS. Stratégie de Coopération. Un Aperçu. République Centrafricaine. mise à jour de 2018.

<sup>19</sup> Evaluation Nationale de la Sécurité Alimentaire (ENSA), République Centrafricaine, décembre 2019.

<sup>20</sup> Chaque ménage peut avoir des besoins dans différents secteurs. Ainsi, le total des pourcentages peut excéder 100%.

<sup>21</sup> Matrice de Suivi des Déplacements (DTM), Rapport 10, République Centrafricaine, novembre 2020.

<sup>22</sup> Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC). Analyse IPC de l'insécurité alimentaire aigüe – mise à jour de l'analyse de septembre 2019. Mai-août 2020 (projection), République Centrafricaine, mai 2020.

**national, 57% des ménages avaient des besoins multisectoriels et étaient considérés comme vulnérables en même temps.** Des différences significatives entre ménages non vulnérables et ceux avec des vulnérabilités préexistantes ont été relevées notamment dans le secteur de la protection. En effet, le risque d'avoir un besoin en protection était nettement plus élevé si le ménage avait une vulnérabilité préexistante : par exemple, 73% des ménages hébergeant un autre ménage avaient un besoin en protection ; contre 55% des ménages non vulnérables ayant un besoin en protection. Il est également utile de noter que l'analyse par genre du chef de ménage démontre qu'un pourcentage similaire de ménages dans le besoin existait entre les ménages dirigés par les hommes et ceux dirigés par les femmes, quel que soit le secteur.

La condition de vulnérabilité peut également entraver l'accès à l'assistance humanitaire. Selon les analyses des indicateurs de redevabilité envers les populations affectées (AAP), plus d'un tiers des ménages enquêtés ont déclaré avoir reçu de l'aide humanitaire au cours des 12 mois précédant la collecte des données. Parmi eux, presque **deux ménages sur trois ont affirmé que les aides reçues n'ont pas couvert leurs besoins prioritaires** et plusieurs groupes ont été mentionnés comme n'ayant pas été ciblés par l'assistance fournie, malgré leurs besoins spécifiques (par ex. les personnes âgées, les ménages dirigés par les femmes, les personnes malades).

Un dernier aspect pouvant aggraver les besoins des ménages porte sur les stratégies d'adaptation négatives auxquelles ils ont eu recours pour combler leurs besoins de base. L'indicateur qui mesure cet aspect – le manque de capacité (CG) – a été dérivé du score des stratégies d'adaptation aux moyens de subsistance (LCS). Au niveau national, **72% des ménages ont été identifiés comme ayant à la fois des besoins sectoriels et un CG**<sup>23</sup>, 20% ayant des besoins sectoriels mais pas de CG et 5% ayant un CG mais pas de besoins sectoriels. La prévalence de l'utilisation de ces stratégies en concomitance avec des besoins sectoriels risque de mener à une augmentation de leur sévérité et donc à une détérioration des conditions de vie des ménages sur le long terme. Les pourcentages des ménages ayant un CG et des besoins sectoriels variaient beaucoup entre les différentes zones du pays, d'un minimum de 42% dans la sous-préfecture de Boali, où par contre une plus grande tranche de la population avait des besoins sectoriels sans CG, jusqu'à 100% à Nangha-Boguila.

### Poches de populations d'intérêt particulier

Parmi les différents sous-groupes sur lesquels l'analyse s'est focalisée, **les personnes retournées représentent un sous-groupe de population préoccupant** à cause des proportions élevées de ménages ayant des besoins multisectoriels et sectoriels et de la croissance de la taille de ce groupe dans l'entièreté du territoire<sup>24</sup>. Ce groupe de population s'est retrouvé dans une condition de grande vulnérabilité, principalement à cause de l'état de dégradation des zones de retour, qui ont été caractérisées par la destruction des infrastructures de base, comme déjà mis en évidence dans le [plan de réponse humanitaire 2020](#). En effet, **20% des ménages retournés ont déclaré avoir entamé un retour sur leur lieu d'origine suite à une amélioration des conditions sécuritaires et 83% ont rapporté que leur ancien logement avait été détruit.** De plus, ils ont présenté des proportions relativement hautes en termes de besoins multisectoriels extrêmes (61% des ménages) par rapport aux autres groupes de population (46% pour les ménages non déplacés, 55% pour les ménages PDI en FA et PDI en site). Les **besoins en EHA** ont particulièrement contribué à cette condition, comme le démontrent les données relatives à ce groupe au niveau national, et dans certaines zones où il y avait une plus forte concentration de personnes retournées, comme dans la préfecture de la Basse-Kotto<sup>25</sup>.

Sur le plan géographique, **la préfecture de la Basse-Kotto, la sous-préfecture limitrophe de Kouango dans la Ouaka, ainsi que des sous-préfectures du nord du pays (Batangafo, Birao, Kabo, Kaga-Bandoro, Markounda, Nangha-Boguila, Ngaoundaye, Ouanda-Djallé) étaient parmi les zones les plus préoccupantes.** En effet, outre le fait d'avoir été touchées par des tensions et conflits de différentes natures pendant les dernières années, et malgré que des proportions particulièrement hautes de ménages faisant face à des besoins multisectoriels aient été constatées dans toutes les sous-préfectures, il est ressorti que ces zones avaient des **niveaux d'ampleur et de sévérité des besoins parmi les plus élevés au niveau national.** Les pourcentages des ménages ayant présenté des besoins multisectoriels extrêmes ou très extrêmes étaient très élevés spécialement dans les sous-préfectures de Satéma (97%), Mobaye (85%), Ouanda-Djallé (84%), Nangha-Boguila

<sup>23</sup> Dans cette formulation par « des besoins sectoriels » on entend « un ou plusieurs LSG ».

<sup>24</sup> [Matrice de Suivi des Déplacements \(DTM\), Rapport 10, République Centrafricaine, novembre 2020.](#)

<sup>25</sup> *Ibid.*

(82%) et Mingala (81%). Différents facteurs ont contribué à aggraver ces conditions, comme par exemple des besoins sectoriels en EHA, en santé et en protection. En particulier, 95% des ménages à Satéma et 79% à Ouanda-Djallé avaient des **besoins extrêmes ou très extrêmes en EHA**, contre une moyenne nationale de 19%, alors qu'entre 45% et 60% des ménages dans quatre sous-préfectures de la Basse-Kotto avaient des **besoins en santé** (Kembé\*, Mingala\*, Mobaye et Satéma) contre une moyenne nationale de 30% des ménages. Les **besoins en protection** étaient particulièrement élevés dans le nord, avec 94% des ménages dans le besoin à Ngaoundaye, 91% à Kabo, 88% à Batangafo et 81% à Kaga-Bandoro\*. De plus, **la sous-préfecture de Kabo a été classée en phase 4 – urgence du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC)** pour la période couvrant septembre 2020 à avril 2021, et cela, malgré une aide humanitaire déjà planifiée. Les prévisions de l'IPC pour la période de mai à août 2021 ont également inclus Alindao, Batangafo, Kabo, Markounda et Ngaoundaye en phase d'urgence<sup>26</sup>.

Enfin, **le sud-ouest du pays a présenté des résultats assez préoccupants spécialement en termes de sécurité alimentaire et EHA** dans certaines sous-préfectures de la Mambéré-Kadéï, de la Lobaye et de la Sangha-Mbaéré. En particulier, des besoins sectoriels en sécurité alimentaire étaient fortement présents à Gamboula (91% des ménages), Amada-Gaza (74%\*), Boganda (73%\*), Dédé-Mokouba (72%\*) et Boganangone (68%\*), alors que les zones les plus affectées par des besoins en EHA étaient Gadzi (93%), Boganangone (85%), Dédé-Mokouba (83%) et Nola (77%). De plus, alors que cette zone a été caractérisée historiquement par des problèmes de type structurel et moins par des conflits, elle a récemment été le théâtre de plusieurs incidents de protection, en particulier à Berbérati et Carnot<sup>27</sup>. En effet, **la Mambéré-Kadéï était la préfecture avec le taux le plus élevé de ménages rapportant craindre pour la sécurité des filles et des femmes par peur de mariage forcé et pour les garçons de moins de 18 ans par peur de travail forcé**. Le taux de travail des enfants dans des secteurs particulièrement risqués était également le plus élevé comparé aux autres préfectures, s'agissant d'une zone d'exploitation minière<sup>28</sup>.

## Conclusion

En République Centrafricaine, la vaste majorité des ménages avait des besoins multisectoriels en 2020. Néanmoins, certaines tranches de la population et zones du pays ont montré des besoins particulièrement sévères, voire extrêmes, comme observé pour les ménages retournés, pour les ménages en Basse-Kotto, dans les sous-préfectures au nord et au sud-ouest du pays. De plus, les tensions qui ont eu lieu autour des élections législatives et présidentielles en décembre 2020 ont contribué à aggraver cette situation. Des conflits dans différentes zones du pays et des menaces au bon déroulement des scrutins ont été signalés et auraient empêché une grande partie de la population d'aller voter<sup>29</sup>. OCHA a estimé que 106 000 personnes ont dû se déplacer comme conséquence des récentes violences et, selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR), plus de 84 000 centrafricains sont partis vers les pays voisins suite à la crise<sup>30</sup>.

Si d'un côté, il est important de comprendre les besoins des personnes vivant en RCA en analysant plus en profondeur les facteurs sous-jacents aux résultats observés, avec une attention particulière envers les personnes les plus vulnérables, comme cela a été fait dans l'[aperçu des besoins humanitaires](#) et le [plan de réponse humanitaire](#) 2021 et dans le but d'informer la planification humanitaire au sens large ; d'un autre côté, **il est important de garder à l'esprit l'hypothèse que les fragilités déjà existantes se sont probablement détériorées suite aux évènements récents et que la situation pourrait s'aggraver au cours de l'année 2021.**

<sup>26</sup> [IPC. République Centrafricaine. septembre 2020.](#)

<sup>27</sup> [Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés \(UNHCR\). Rapport mensuel de monitoring de protection. Nana Mambéré – Mambéré-Kadéï, août 2020.](#)

<sup>28</sup> *Ibid.*

<sup>29</sup> [Jeuneafrique. Présidentielle en Centrafrique. Faustine-Archange Touadera réélu dès le premier tour. janvier 2021.](#)

<sup>30</sup> [Fonds des Nations Unies pour l'enfance \(UNICEF\). Central African Republic Flash Update, février 2021.](#)